

CERCLE I

Working document 04

« Cercle de discussion » sur la Cour de justice

Objet : Proposition de M. Pierre Chevalier à la discussion du Cercle de réflexion sur la Cour de justice

Les membres du « cercle de discussion » sur la Cour de justice trouveront en annexe une proposition de M. Pierre Chevalier, membre suppléant de la Convention.

CONTRIBUTION DE M. PIERRE CHEVALIER A LA DISCUSSION DU CERCLE DE REFLEXION COUR DE JUSTICE

a) La procédure de désignation des juges et des avocats généraux de la Cour de justice (article 223 CE) doit-elle être modifiée? Quid de la désignation des membres du TPI (Article 224 CE)?

Le caractère non renouvelable des mandats de juges est souvent proposé en mettant en exergue le fait que le renouvellement nuit à l'indépendance des juges.

Il faut toutefois d'abord distinguer la situation des juges à la Cour, d'une part et la situation des juges au Tribunal de 1^{ère} instance et dans les chambres juridictionnelles qui pourraient être mises en place sur base du Traité de Nice, d'autre part.

Dans le système mis en place à Nice, le TPI et les chambres juridictionnelles sont des juridictions de niveau inférieur. Il serait dans ces conditions inopportun de prévoir qu'un juge nommé au TPI ou dans une chambre juridictionnelle ne pourrait plus en raison de l'interdiction de renouvellement être nommé dans une juridiction supérieure de l'Union. Cette interdiction irait à l'encontre d'une pratique communément admise au sein des juridictions nationales.

Si l'on veut instaurer l'interdiction de renouvellement des mandats, il faut dès lors à tout le moins la limiter aux juges de la Cour.

Il faut toutefois noter que le renouvellement permet de maintenir un équilibre entre expertise et apport nouveau au sein de la juridiction.

L'idée d'un panel d'experts qui examinerait les candidatures de juges avait déjà été avancée à Nice sans avoir été retenue. Elle se heurte à la difficulté d'évaluer des candidats émanant de systèmes et de traditions juridiques diverses. Elle pose aussi la question de la

composition du panel. Comment composer un panel d'experts juridiques susceptible d'évaluer des candidats de manière indépendante. On pourrait certes penser à un panel d'anciens juges à la Cour mais ne risque-t-on pas de créer un certain corporatisme ?

Il faut enfin noter que, vu l'accroissement du contentieux qui fera suite à l'élargissement et à l'éventuelle extension de la compétence de la Cour, le maintien d'un juge par Etat membre se justifie.

b) Afin de faciliter l'application des articles 225 A , 229 A et 245 TCE, faut-il remplacer la règle de l'unanimité existante à l'heure actuelle par celle de la majorité qualifiée?

On pourrait passer à la majorité qualifiée et prévoir la codécision du Parlement européen pour mettre en œuvre ces articles. Il s'agit en effet de dispositions relevant du droit judiciaire qui doivent être arrêtées par la procédure législative classique.

Le régime linguistique des juridictions devrait toutefois rester à l'unanimité.

La nécessité d'une ratification par les Etats membres pour l'entrée en vigueur des décisions attribuant à la Cour une compétence pour statuer sur des litiges liées aux titres communautaires de propriété industrielle pourrait être supprimée à l'article 229 A.

c) Serait-il opportun de revoir la dénomination de la Cour de justice et du Tribunal de première instance ou de maintenir les dénominations actuelles?

Le nom du tribunal « Tribunal de 1^{ère} instance » est inadéquat. Depuis la réforme agréée à Nice, le TPI est en effet compétent pour connaître des recours formés contre les décisions des chambres juridictionnelles qui pourront être créées pour des contentieux particuliers (fonction publique, brevet communautaire...). Il n'est donc plus un tribunal de 1^{ère} instance.

Un autre problème vient du fait que le Traité utilise le terme Cour de Justice dans deux sens différents ; tantôt le terme Cour de Justice se réfère à la plus haute juridiction de l'Union, tantôt le terme Cour se réfère à l'ensemble des juridictions de l'Union, y compris le TPI et les futures chambres juridictionnelles (exemple : article 7 TCE qui énumère les institutions de l'Union). Il conviendrait de mettre fin à cette confusion.

d) Convierait-il de modifier le libellé de l'article 230 §4 CE au sujet notamment des recours directs des particuliers contre des actes de portée générale des Institutions? Quid des actes d'agences ou d'organes créés par l'Union?

I. Personnes physiques et morales

La Belgique est favorable à l'extension du droit de recours des particuliers. Actuellement aux termes de l'article 230 §4, les personnes physiques et morales sont recevables à attaquer les décisions dont elles sont les destinataires et les décisions, qui bien que prises sous forme d'un règlement ou d'une décision adressée à une autre personne, les concernent directement et individuellement.

La jurisprudence de la Cour de Justice est très restrictive lorsqu'il s'agit d'interpréter le terme « individuellement ».

La situation est paradoxale. Une personne ne peut attaquer devant la Cour un acte de l'Union qui l'affecte et qu'elle juge illégal. Si elle ne respecte pas cet acte et est poursuivie de ce fait devant un tribunal national, elle peut par contre demander au juge national de poser une question préjudicielle à la Cour sur la légalité de l'acte. En d'autres termes, pour faire valoir son droit et exciper de l'illégalité d'un acte de l'Union, les particuliers peuvent n'avoir d'autre choix que de violer l'acte incriminé.

Il faut élargir la possibilité de recours des personnes physiques ou morales en ouvrant ce droit de recours à toute personne directement concernée qui serait affectée dans sa position juridique par l'acte juridique incriminé. Une proposition concrète, à laquelle je souscris, a été introduite en ce sens au sein du Cercle de discussion.

Une des alternatives serait d'au moins élargir le droit de recours des personnes pour les actes non législatifs de l'Union. Plusieurs systèmes juridiques nationaux permettent d'ailleurs des recours contre les actes exécutifs sans prévoir des recours de même portée contre les actes législatifs. Les travaux en cours sur la simplification des instruments pourraient faciliter cette solution.

Régions

Il convient de prévoir un droit de recours des Régions à pouvoir législatif devant la Cour lorsque l'action de l'Union porte sur des questions relevant de ses compétences. Pour éviter que l'Union n'ait à s'immiscer dans l'organisation interne de l'Union, on pourrait donner la possibilité aux Etats membres de communiquer la liste des Régions qui bénéficieraient de ce droit de recours et l'étendue de leurs compétences.

Il convient aussi de prévoir un droit de recours en faveur du Comité des Régions pour sauvegarder ses compétences et dans le cadre du contrôle de la subsidiarité.

- e) Convient-il de rendre plus efficace le mécanisme de sanctions en cas de non respect d'un arrêt de la Cour de Justice? Comment? En donnant à la Cour la possibilité d'imposer dans ses arrêts des amendes dans le cas où un État membre ne se conformerait pas à celui-ci dans un délai déterminé? Par d'autres moyens?**

La procédure actuelle paraît satisfaisante. Il n'y a eu à ce jour qu'un cas où la Cour a dû imposer une astreinte.
